

# CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 18 mars 1982

La séance est ouverte à 2 heures.

● (1405)

## AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

### L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

LES CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE DES TAUX D'INTÉRÊT DU GOUVERNEMENT—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

**M. Joe Reid (St. Catharines):** Madame le Président, en février de l'an dernier, il y avait 158,000 actifs dans la région de St. Catharines et de Niagara. En février dernier, il n'en restait plus que 130,000. Cette baisse de 18 p. 100 est en majeure partie attribuable au ralentissement dans l'industrie automobile. Je propose donc, appuyé par le député de Cambridge (M. Speyer):

Que le ministre des Finances cesse d'appliquer sa politique insensée de taux d'intérêt élevés qui détruit le marché des voitures neuves et oblige les travailleurs de l'automobile à vivre de prestations d'assurance-chômage.

**Mme le Président:** Cette motion obtient-elle le consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

\* \* \*

### L'EMPLOI

LE FINANCEMENT DU PROGRAMME EXTENSION—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

**M. Walter McLean (Waterloo):** Madame le Président, étant donné que le Programme Extension a mieux réussi que les propres centres d'emploi du gouvernement à trouver des emplois aux femmes qui reprennent la vie active, aux handicapées et à d'autres, je propose, appuyé par l'honorable représentante de Kingston et les Îles (M<sup>lle</sup> MacDonald):

Que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration explique pourquoi il propose que les fonds affectés au Programme Extension soient réduits de 5 p. 100 cette année, comme s'il voulait pénaliser une organisation qui s'est révélée capable de trouver des emplois aux femmes.

**Mme le Président:** Cette motion obtient-elle le consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

\* \* \*

### LES FINANCES

LE CALCUL DE L'IMPÔT SUR LES REVENUS LOCATIFS D'HABITATIONS—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

**M. Gordon Towers (Red Deer):** Madame le Président, je propose, appuyé par le député de Perth (M. Jarvis):

Que le ministre des Finances soit sévèrement blâmé, fustigé et démis de ses fonctions pour avoir laissé entendre dans ses documents budgétaires que le gouvernement pourrait recueillir entre 4.5 et 7 milliards de dollars en imposant les revenus locatifs d'habitations appartenant à des Canadiens.

**Mme le Président:** Cette motion recueille-t-elle le consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

\* \* \*

### LA LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

LA SUPPRESSION DE L'INTERDICTION DE DÉPOSER DES FONDS DU GOUVERNEMENT DANS CERTAINS ÉTABLISSEMENTS—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Madame le Président, j'invoque l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire urgente et d'une pressante nécessité. Tous les députés savent que les coopératives de crédit et les caisses populaires ne concurrencent pas les banques à charte du Canada à armes égales. Par conséquent, je propose, appuyé par le député de Kootenay-Est-Revelstoke (M. Parker):

Que le gouvernement présente un projet de loi en vue de modifier les articles 11 et 71 de la loi sur l'administration financière, afin de permettre aux ministères et organismes de l'État de déposer des fonds dans des établissements financiers autres que les banques à charte.

**Mme le Président:** Cette motion recueille-t-elle le consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

\* \* \*

### LES FINANCES

LA POSITION DU GOUVERNEMENT SUR L'IMPOSITION DES REVENUS LOCATIFS D'HABITATIONS—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

**M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka):** Madame le Président, dans son budget de novembre, le ministre des Finances (M. MacEachen) a instauré un certain nombre de mesures fiscales iniques, non pas afin de rétablir l'équité fiscale, mais bien pour recueillir davantage de fonds pour couvrir les folles dépenses du gouvernement actuel. Les Canadiens craignent maintenant avec raison que le gouvernement n'impose éventuellement le loyer supposé comme il impose l'intérêt de l'argent emprunté en vue d'un REER et le revenu fictif des avantages sociaux des employés. Je propose avec l'appui du député de Durham-Northumberland (M. Lawrence):